

2 Politique

Campagne de dénigrement

Qui en veut à Brice Laccruche Alihanga ?

J.KOMBILE.MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

Objet de tous les fantasmes, l'actuel directeur de cabinet est victime, ces derniers temps, d'attaques en tout genre.

QUI en veut à Brice Laccruche Alihanga ? Cette question mérite d'être posée. Car, de mémoire d'observateur de la vie politique nationale, on n'avait jamais assisté à une campagne de haine et de violences verbales aussi abjectes et immorales sur une personnalité exerçant les fonctions de directeur de cabinet du président de la République, que celle à laquelle fait face actuellement Brice Laccruche Alihanga. Objet de tous les fantasmes, ce dernier est, en effet, ces derniers temps, la cible d'attaques en tout genre, via les réseaux sociaux. Et le comble semble avoir été atteint avec la divulgation, la semaine écoulée, de l'acte de mariage de ses géniteurs. De quoi s'interroger sur les motivations réelles de ses pourfendeurs qui, visiblement, semblent ne pas voir



Photo : D.R

Le directeur de cabinet du président de la République, Brice Laccruche Alihanga.

d'un bon œil l'énergie, l'abnégation et la détermination qu'il met en œuvre dans la matérialisation de la vision politique du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Vu que depuis sa nomination, en août 2017, Brice Laccruche Alihanga semble s'être fixé une ligne de conduite : traduire en actes, sans état d'âme, en toute loyauté et fidélité, les instructions du président de la République. Ce qui, d'une certaine manière, le distingue d'un certain nombre de personnalités mues par d'autres intérêts. Du coup, l'on ne peut s'empêcher de

penser que cette espèce de cabale, dont est victime le directeur de cabinet du président de la République, pourrait être orchestrée par tous ceux qui, bien que se réclamant de la majorité en déclarant servir le chef de l'État, n'apprécient guère l'énergie qu'il déploie au quotidien dans l'exercice de ses fonctions. Et tout naturellement, à côté de ces derniers, comment ne pas songer à tous ceux qui ont perdu leurs postes, qu'ils avaient érigés en "titres fonciers". Et de toute évidence, on ne peut s'empêcher de pointer du doigt certains opposants et

autres personnalités, convaincus que leurs ambitions sont contrecarrées par Brice Laccruche Alihanga. Surtout que certains d'entre eux entrevoyaient, à travers la récente convalescence du président de la République, une opportunité de concrétiser leurs chimères. Quoiqu'il en soit, plusieurs politiques ont condamné ce déversement de propos injurieux et haineux à l'encontre du directeur de cabinet du chef de l'État, en le qualifiant de "contraire à l'ordre moral et à nos mœurs politiques".

Mouvement citoyen Appel à agir/Mise en place d'une commission médicale

Requête jugée irrecevable par le tribunal de première instance de Libreville



Le Palais de justice de Libreville.

J.K.M

Libreville/Gabon

Cela devrait mettre définitivement un terme à la démarche initiée par certaines personnalités de l'opposition et de la société civile depuis quelque temps.

LA requête en référé introduite, le 28 mars dernier, par le Mouvement citoyen "Appel à agir", visant à la mise sur pied d'une com-

mission médicale devant statuer pour savoir si le président de la République, Ali Bongo Ondimba, était encore en mesure d'assumer la plénitude de sa charge, à la suite de l'accident cardiovasculaire (AVC) dont il a été victime, le 24 octobre dernier, à Riyad, en Arabie Saoudite, a été déclarée "irrecevable" par le tribunal de première instance de Libreville.

Cela devrait mettre définitivement un terme à la démarche initiée, depuis quelque temps, par un cer-

tain nombre de personnalités de l'opposition et de la société civile réunies au sein du Mouvement susmentionné. Lesquelles, par le biais des conférences de presse et autres causeries à travers les quartiers de Libreville, ont tenté d'expliquer le bien-fondé de leur démarche et de rallier le plus grand nombre à leur cause.

"La requête introduite est irrecevable (...); il n'y a pas pour conséquent lieu à les autoriser à assigner le président de la République de-

vant nous (...)", énonce l'ordonnance rendue, le vendredi 3 mai dernier, par le tribunal de première instance de Libreville et visée par son président Fulgence Ongama.

La requête était d'autant irrecevable que la juridiction a estimé que, "les requérants n'ont pas la qualité à agir et que la question objet de leur requête ne relève pas de la compétence du président du tribunal de première instance statuant en matière de référé".

Editorial

Cabale abjecte !

Lin-Joël NDEMBET

Libreville / Gabon

JUSQU'À quel niveau d'étroitesse d'esprit allons-nous encore descendre ? La vie politique gabonaise se confond trop souvent, fort hélas, avec des cabales orchestrées contre des personnalités politiques et principalement les tenants du pouvoir.

Au moment où certains s'échinent, depuis plusieurs mois, à relayer des informations les plus erronées et les plus surréalistes sur le président Ali Bongo Ondimba, de retour au pays après des mois de convalescence au Maroc, les comploteurs de tous poils de la cinquième colonne à l'intérieur même du pouvoir et ceux militant dans des officines néo-colonialistes étrangères ont trouvé une "bonne" cible : son directeur de cabinet, Brice Laccruche Alihanga. Occasion de mettre à exécution leur fameux plan de déstabilisation des institutions de la République en utilisant des fake-news sur la toile.

Pêle-mêle, ces spadassins de la plume rendent public de faux actes de mariage de ses parents avec finalité de l'humilier, le fragiliser, bref de nuire à sa réputation. Des méthodes sordides empruntées à la Gestapo faites de coups bas et autres mensonges grossiers qui révèlent la vraie nature des commanditaires et de leurs suppôts sordides. Elles ne surprennent guère. A court d'arguments, les lâches livrent leurs congénères aux fauves. Et dire que nous avons besoins des propositions constructives pour bâtir une Nation forte dans une Afrique malade de ses errements.

Car, à travers cette salissure, les auteurs veulent discréditer, porter atteinte et déshonorer un homme à qui il est reproché de bénéficier de la confiance totale du chef de l'Etat. Nul n'est besoin de rappeler que depuis sa nomination à ce poste très convoité, en août 2017, il est tout à fait évident qu'il a cristallisé contre sa personne toutes les rancœurs, et focalisé des frustrations et autres états d'âmes indigente visant le "Graal". Et aussi de ceux qui, au fil du temps, ont un mal fou à digérer leur disgrâce, éviction et position sur la strate sociale du pays.

Que n'a-t-on pas entendu et lu dès l'entame de sa mission, lorsque certains acteurs s'étaient permis en privé comme en public de réfuter son appartenance à la race noire pour ne pas dire à la "race pure". Oubliant à dessein son parcours scolaire et professionnel que personne n'avait osé contester jusqu'à son ascession à ce poste de confiance ? Que n'a-t-on pas dit sur ce jeune directeur de cabinet lorsque mission fut confiée à lui de procéder au renouvellement et au rajeunissement des élites au sein de l'appareil administratif et financier, marqués par l'entrée de jeunes non issus des groupes habituels ? Que n'ont-ils pas tenté au plus fort de la "guerre des clans" pendant l'absence du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, dont la finalité était de l'abattre, l'humilier, espérant en finir avec "sa toute puissance" à la tête du cabinet présidentiel ?

Toutes ces agitations vaines et stériles ayant lamentablement échoué, il va de soi que ses conspirateurs ont opté pour l'arme des faibles et des lâches : la désinformation, les ragots et les cancons pour l'atteindre. Dans sa chair, son honneur, et sa dignité. Les Gabonais ont-ils besoin de telles manœuvres eux qui, en ces moments de basse conjoncture ont plutôt besoin qu'on leur propose des pistes de sortie de crise ?

Ces aigris ont enlevé leurs masques et montré les limites de leurs intelligences. Laissons-les emprunter leur chemin parsemé de sables. Ils en tireront les conséquences. Ils finiront, un jour, par comprendre, qu'en dépit des attaques répétées et autres campagnes de dénigrement, ils n'ont guère pu changer le cours des choses. Brice Laccruche Alihanga bénéficiant toujours de la confiance du président de la République assume pleinement ses fonctions.